

l'« Ordine Nuovo » surestime le problème du contrôle ouvrier en le considérant comme une conquête directe que le prolétariat, avec la nouvelle méthode d'organisation par usine, peut arracher à la bourgeoisie et réaliser ainsi une forme économique communiste avant la conquête politique du pouvoir, dont le parti est l'organe spécifique.

Un réel contrôle ouvrier sur la production n'est pas possible avant que le pouvoir soit passé dans les mains du prolétariat.

L'Etat bourgeois peut seulement admettre un pseudo contrôle, exercé par les Conseils d'Usines, et qui, en réalité représente une manœuvre réformiste dont le but est de paralyser l'action révolutionnaire du prolétariat.

Les camarades de Turin n'hésitèrent pas, lors des batailles ouvrières en avril 1920, à poser la question de « principe » du contrôle ouvrier sur la production.

Ces grèves de Turin, en avril 1920, ne furent, par leur évolution, qu'une anticipation de ce qui devait se vérifier dans le second mouvement de septembre 1920 et qui devait aboutir à l'occupation des usines.

Les camarades de Turin s'insurgèrent, contre la trahison des réformistes, contre la défaillance du parti socialiste, au lieu de réciter le « mea culpa » car, en définitive, tout cela était le dénouement logique, dont ils étaient eux-mêmes responsables, pour ne pas s'être attelés au travail de la constitution du parti communiste et avoir toléré un parti socialiste corrompu par la pratique réformiste, suffoqué par le fétichisme de l'unité et par la préoccupation des soucis électoraux.

En mai 1920, la Fraction communiste abstentionniste tient sa Conférence Nationale à Florence. Encore à ce moment, les interventions des camarades Gramsci, pour le groupe « Ordine Nuovo » et Gennari, pour la majorité maximaliste, n'aboutirent à aucune possibilité d'accord; la fraction élabore ses thèses qui soulignent de nouveau la nécessité de la constitution du parti communiste sur l'échelle nationale.

Le second Congrès de l'Internationale Communiste, qui a lieu en juillet 1920, marque une étape décisive dans le travail préparatoire de la constitution de ce parti.

Bordiga est invité directement par l'Internationale Communiste à participer à ce Congrès, où il présente sa thèse anti-parlementaire en demandant qu'en partant des principes marxistes, l'agitation pour la dictature prolétarienne, dans les pays où le régime démocratique est depuis longtemps développé, soit basé sur le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois.

La trop grande importance, ajoutait-il, qu'on donne, en pratique, à l'action électorale, comporte un double danger: d'une part, elle donne l'impression que c'est là l'action essentielle; de l'autre, elle absorbe toutes les ressources du parti et conduit à l'abandon presque complet de l'action et de la préparation dans les autres domaines du mouvement.

Ce qu'il faut à la révolution, c'est un parti centralisé qui dirige l'action prolétarienne. Le vieux masque démocratique doit être déchiré pour pouvoir passer à l'action directe révolutionnaire.

Ainsi qu'on le sait, Lénine prit, lui aussi, position contre la thèse anti-parlementaire de Bordiga et la participation aux élections fut approuvée par une très forte majorité de délégués.

Au Congrès même, dans sa réplique, Bordiga déclara qu'une fois que l'Internationale repoussait la thèse de l'appui du prolétariat à la démocratie, la gauche italienne était prête à se soumettre à ses résolutions.

En accord avec cette déclaration, sous le titre « La discipline dans l'Internationale, le « Soviet » (N° 27 du 31 octobre 1920), marquait sa pleine adhésion au second Congrès de l'I. C. et déclarait que les abstentionnistes, une fois réellement constitué un parti communiste, participeraient aux élections sans aucune réserve.

A Moscou, on avait enfin posé les bases de la constitution d'une fraction communiste unitaire du parti socialiste italien, formée par notre fraction abstention-

niste, le groupe de l'« Ordine Nuovo » et une partie des maximalistes. Cette constitution était rendue plus difficile à cause de la rupture définitive avec Serrati, qui, à Moscou, s'était prononcé contre l'exclusion des réformistes et en faveur d'une simple épuration, en demandant même, pour cela, le droit de choisir le moment le plus favorable pour qu'elle soit utile à la révolution que nous préparons en Italie!

Ce fut à la Conférence d'Imola, en novembre 1920, que se constitua définitivement la fraction communiste du parti socialiste italien, qui se donna pour tâche d'organiser le travail préparatoire au Congrès National du Parti Socialiste, qui devait se tenir à Livourne en janvier 1921 et donner naissance au Parti Communiste d'Italie.

Notre action n'a pas été infructueuse. Si le Parti Communiste, malgré tous nos efforts, n'a pu être constitué que très tard — dans une période où il ne s'agissait plus de conduire le prolétariat à la victoire, mais de protéger sa retraite afin d'éviter la débâche — nous avons néanmoins donné au nouveau parti l'empreinte idéologique et la méthode d'organisation, tout en ne représentant numériquement qu'une faible minorité.

La fondation du Parti Communiste Italien — en janvier 1921, à la suite de la scission de Livourne — signifiait le rattachement du prolétariat italien au prolétariat international en lui donnant le guide indispensable pour l'instauration de sa dictature de classe. Cette fondation s'est produite au lendemain de celle du Parti communiste allemand à Halle et du parti français à Tours, mais les principes qui furent posés à la base de la fondation du parti italien étaient tout à fait différents de ceux des autres partis. Notre scission fut la première pratiquée réellement à gauche, sans obéir à des calculs opportunistes qui ont été payés, par après, chèrement par les autres partis.

En Italie, comme partout, on a procédé à la fondation du parti en fonction de l'attitude prise à l'égard de la guerre, mais c'était là une position contingente et qui entraînait comme conséquence l'incorporation, au sein des partis communistes, d'éléments purement pacifistes. Il y avait aussi l'attitude à l'égard de la Révolution Russe, position beaucoup plus fondamentale. Mais on se trouvait encore dans la phase du blocus et de l'attaque contre le premier Etat prolétarien de la part du capitaliste coalisé, et l'Etat prolétarien lui-même représentait encore une nébuleuse indéfinie et symbolique qui pouvait attirer dans le parti communiste les sympathies d'éléments sentimentaux et superficiels.

On avait, au second Congrès de l'I. C., voté les 21 conditions qui devaient être des fils barbelés contre tous les opportunistes, mais qui ne purent, dans la pratique, empêcher ces opportunistes de se glisser à travers l'insuffisance et l'atténuation de ces conditions et de continuer, sous l'étiquette du marteau et de la faucille, la même politique de compromis et de collaboration avec la bourgeoisie.

En Italie, nous avons, comme on l'a vu, essayé de parer à ces dangers par la pratique de l'abstentionnisme et par la réalisation de la scission à gauche pratiquée à Livourne.

Nous insistons sur la question de l'abstentionnisme quoiqu'elle n'ait plus qu'une valeur historique, mais parce qu'elle reste un argument affectionné de nos adversaires.

On oublie qu'au moment où nous avons lancé ce mot d'ordre en Italie, nous étions dans une phase où la prise du pouvoir était, ou nous semblait être à l'ordre du jour et, par conséquent, il s'agissait de ne pas détourner la poussée révolutionnaire vers les luttes électorales appelées à donner aux ouvriers l'illusion qu'on pouvait, à l'aide de la méthode légale, obtenir des conquêtes radicales. Les faits ont démontré la justesse de notre appréciation: après l'élection de 156 députés, les ouvriers attendirent tout, mais ces députés n'ont rien fait et n'auraient rien pu faire.

On peut nous accuser aujourd'hui, et cela est très facile maintenant que les